



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 35 – du 30 octobre au 6 novembre 2023

## En bref

- Selon l'[ONS](#), en moyenne, les hommes gagnent en 2023 au Royaume-Uni 14,3% de plus que les femmes à temps de travail équivalent.

- Du fait d'une harmonisation des années fiscales, 528 000 [entreprises](#) supplémentaires devraient être redevables de l'impôt. Le seuil à partir duquel une entreprise est imposable n'est pas réhaussé alors que la période couverte est allongée, pouvant représenter presque deux ans.

- En vue de la mise en œuvre du *Border Target Operating Model*, le Département pour l'environnement, l'alimentation et les affaires rurales (Defra) a complété les [tableaux](#) permettant

### LE CHIFFRE À RETENIR

5,01%

Le taux d'intérêt effectif sur les nouveaux prêts hypothécaires a augmenté de 0,19pt en un mois, s'élevant à 5,01% en septembre 2023.

de trouver la catégorie de risque d'un produit animal ou agroalimentaire en fonction de sa classification douanière. Ces outils sont amenés à être mis à jour régulièrement au gré de l'évolution des facteurs de risques.

- La secrétaire d'État pour le commerce, Kemi Badenoch, s'est [entretenu](#) avec le vice-chancelier allemand, Robert Habeck, au sujet

des barrières commerciales et de la résilience des chaînes d'approvisionnement.

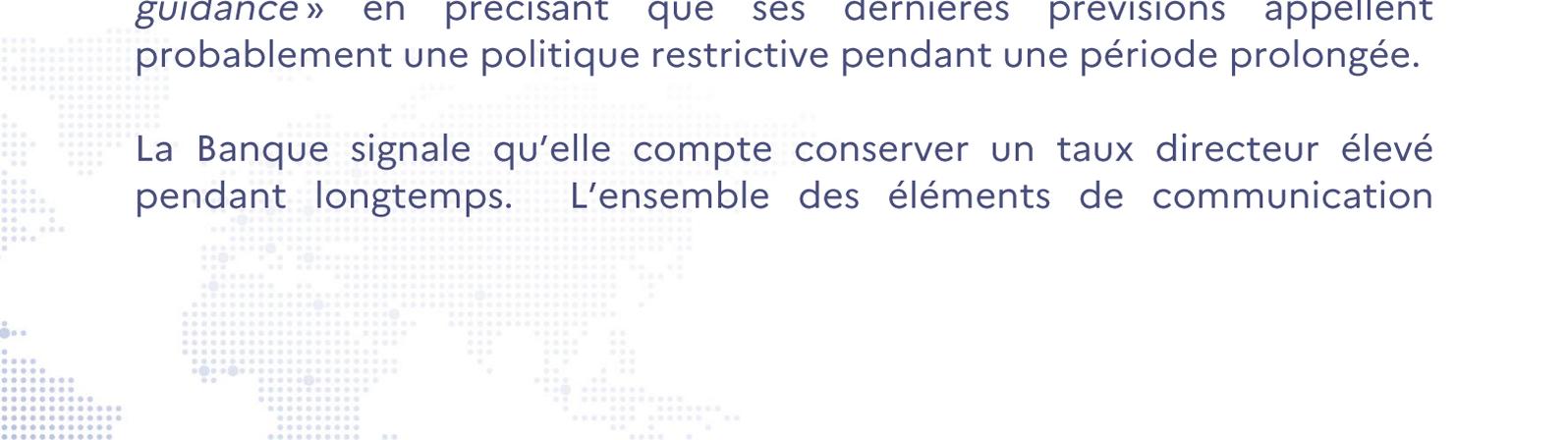
- Les [exportateurs](#) de fromage britanniques craignent des pertes significatives en l'absence de conclusion d'un nouvel accord commercial avec le Canada, qui permettrait de sécuriser l'accès au marché nord-américain.

- L'autorité en charge des dossiers de défense commerciale ([TRA](#)) a annoncé la suspension partielle des droits anti-dumping imposés sur certains produits sidérurgiques importés depuis la Russie et l'Iran, lorsque ceux-ci sont également soumis à des mesures de sauvegarde.

**👉 Fait marquant : Comme anticipé par les marchés et les prévisionnistes, le Comité de politique monétaire décide de conserver sa position qu'il qualifie de restrictive, et maintient son taux directeur à 5,25%.**

L'inflation ayant diminué plus rapidement qu'anticipé au cours du troisième trimestre 2023, la Banque d'Angleterre a pris la décision, pour la seconde fois consécutive, de [maintenir](#) son taux directeur à 5,25%. L'inflation retombant moins rapidement vers sa cible et les prévisions de croissance des salaires étant revues à la hausse, elle renforce sa « *forward guidance* » en précisant que ses dernières prévisions appellent probablement une politique restrictive pendant une période prolongée.

La Banque signale qu'elle compte conserver un taux directeur élevé pendant longtemps. L'ensemble des éléments de communication



prospective (« *forward guidance* ») de la dernière réunion de septembre sont repris. Rappelant surveiller l'étroitesse sous-jacente du marché du travail, la croissance des salaires et la hausse des prix des services, la Banque affirme ainsi à nouveau que la politique monétaire devra être suffisamment restrictive pendant un temps suffisamment long pour ramener durablement l'inflation à l'objectif de 2 % à moyen terme. Elle ajoute que, compte tenu des dernières prévisions du Comité, la politique restrictive s'étendra sans doute sur une période « étendue ».

Six membres du Comité, dont le Gouverneur, se sont exprimés en faveur du maintien du taux directeur à 5,25%, les trois autres souhaitant le relever pour une quinzième fois. Les trois « faucons » auraient préféré fixer le taux directeur à 5,5% et mettent en avant des preuves de la persistance des pressions inflationnistes. Selon eux, une hausse de 0,25pt aurait permis de faire face aux risques d'une inflation plus profondément ancrée et de la ramener durablement à l'objectif à moyen terme.

## Actualité macro-économique

La [Banque d'Angleterre](#) estime que la **croissance économique britannique sera quasiment plate à court terme et restera en-deçà des moyennes historiques par la suite** – La prévision de croissance économique pour 2023 est maintenue par rapport aux prévisions publiées en août dernier, à 0,5%. La prévision pour 2024 est revue à la baisse, de 0,5pt, et devrait être à 0,0%. Cette dégradation reflète le retrait des mesures de soutien de la politique budgétaire et une moindre croissance potentielle de l'offre. La prévision pour 2025 n'est pas modifiée, à 0,5%.

**Le gouvernement retire sa garantie pour les prêts octroyés pendant la pandémie pour de nombreuses entreprises** – Le 11 octobre, la *British Business Bank*, banque publique de développement économique, a retiré la garantie accordée à 1Md£ de prêts bancaires octroyés pendant la pandémie de Covid-19. Concernant 10 786 prêts bancaires, ce retrait de garantie ne représente qu'une faible proportion des 77Md£ de prêts octroyés pendant la pandémie. Le *National Audit Office*, équivalent britannique de la Cour des Comptes, avait [estimé](#) que l'activité du gouvernement pour limiter l'exposition des contribuables aux prêts frauduleux était « inadéquate ».

## Actualité commerce & investissement

Le [secrétaire général](#) de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud Est)<sup>1</sup>, Dr Kao Kim Hourn, s'est rendu au Royaume-Uni début novembre dans le cadre du Partenariat de dialogue conclu en 2021 – Cette visite de travail fut l'occasion de poursuivre la coopération entre les deux partenaires autour des priorités stratégiques définies dans leur Plan d'Action : connexion, coopération maritime, coopération économique et objectifs de développement durable (santé, éducation, climat). Sur les volets économique et commercial, le secrétaire général s'est entretenu avec le vice premier-ministre Oliver Dowden – notamment en charge des questions de sécurité des investissements – et avec le ministre du commerce international, à propos des enjeux liés à la numérisation et aux services financiers.

Le gouvernement britannique lance une [consultation](#) préparatoire, en vue de la définition des objectifs de négociation d'un nouvel accord commercial avec la Turquie – Alors que les deux partenaires avaient annoncé en [juillet](#) leur intention de négocier un accord de libre-échange moderne qui couvrirait notamment les services et le commerce digital, le

gouvernement britannique a ouvert le 2 novembre une consultation visant à recueillir les contributions des entreprises et de la société civile préalablement à la définition des objectifs de négociation. Cette annonce a été faite à l'occasion de la visite, par le ministre du commerce international, du siège de l'entreprise Vodafone, figurant parmi les plus gros investisseurs britanniques en Turquie.

Aux côtés des États-Unis et du Canada, le Royaume-Uni a adopté de nouvelles [sanctions](#) à l'encontre du régime militaire birman – [Cinq](#) nouveaux individus et une entité impliqués dans la fourniture d'armes et de services financiers au pouvoir militaire ont été désignés au titre du [régime](#) de sanction britannique (gels des avoirs et interdiction d'entrer sur le territoire). Ces mesures spécifiquement adoptées à l'encontre des responsables birmans complètent celles prises en vertu du [régime](#) de sanctions des violations des droits humains.

## Actualité financière

Les banques britanniques de petite taille (*challenger banks*) [augmentent](#) leur rémunération des dépôts afin de conquérir des parts de marché – Si les banques de taille plus importante ont

<sup>1</sup> Brunei, Cambodge, Indonésie, Birmanie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande et Viet Nam.

été réticentes à faire bénéficier leurs déposants de meilleures rémunérations suite à la hausse des taux (afin de préserver leur marge nette d'intérêt, principale mesure de la rentabilité d'une banque), les plus petites d'elles et les nouveaux entrants sur le marché bancaire en font leur principal levier stratégique. Toutefois, si le taux moyen de la rémunération des dépôts par les *challengers* était en juillet d'environ 3,7% (2% pour les plus grandes banques), cela ne semble pas avoir eu d'impact matériel à ce stade sur leur volume de dépôts. En effet, malgré cela, la part de marché des plus grandes banques prêteuses a cru plus vite que celle des plus petites, d'après la FCA.

**Les prêts contractés par les banques britanniques pour prêter à leur tour aux entreprises dans le cadre du *Bounce Back Loan Scheme (BBLs)* arrivent à échéance** – Afin de faire face aux conséquences du Covid, le gouvernement britannique a mis en place des garanties publiques (jusqu'à 100% des pertes) afin de soutenir l'octroi de prêts aux PME britanniques (les BBLs). Au mois de juin, sur les 77 Mds£ de prêts ainsi accordés, la garantie publique avait été appelée pour un total de 7 Mds£. Les banques qui ont octroyé ces prêts ont elles-mêmes bénéficié de prêts de la Banque d'Angleterre dans le cadre d'un instrument prévu à cet effet, pour un total de 193 Mds£. Elles devront commencer à rembourser les montants ainsi empruntés à compter de l'année prochaine. L'hypothèse d'un creusement

de leur passif étant un problème plus important pour les banques que les pertes enregistrées sur les BBLs garantis par l'Etat, cela alimente la tendance à la hausse de la rémunération des comptes de dépôts (les banques cherchent à substituer un volume de dépôts plus élevé à l'endettement contracté dans le cadre de cette facilité).

**La Banque d'Angleterre publie les chiffres mensuels du montant et des taux d'intérêt sur les emprunts et les dépôts des ménages et des entreprises** – Parmi les points les plus importants, on peut noter les éléments suivants: le volume net des emprunts immobiliers est passé de 1,1 Mds£ en août à -0,9 Mds £ en septembre (chiffre le plus bas depuis avril 2023). Le nombre d'acceptations de dossiers a quant à lui chuté à 43 000 (le plus bas depuis janvier 2023) et celui des acceptations de refinancement de prêts immobilier à 20 600 (le plus bas depuis janvier 1999), pour un taux effectif moyen de 5,01%. Après un volume d'emprunt de zéro en août, les entreprises non financières britanniques ont emprunté pour un volume net de 5,2 Mds£ en septembre. Au cours du mois de septembre elles ont également retiré 4.4 Mds £ des comptes de dépôts rémunérés, toutes devises confondues, après des dépôts nets de 3,2 Mds £ en août.

**La Prudential regulation Authority (PRA) publie une consultation sur le traitement prudentiel des actifs titrisés, dans le but de proposer des règles en la matière au**

**second semestre 2024** – Les dernières mesures des accords de Bâle prévoient la mise en place d'un plancher au montant des fonds propres réglementaires à engager pour les entités concernées. La PRA s'interroge, dans la perspective de leur mise en œuvre, sur l'opportunité de prévoir des modifications aux exigences du Pilier I de Bâle relatives à la titrisation. Elle s'interroge également sur l'opportunité de revoir la hiérarchie des méthodes de calcul des fonds propres réglementaires qui s'appliquent aux expositions à des actifs titrisés, afin de la rendre « plus alignés sur les standards de Bâle » (celles-ci n'ont pas été transposées de manière uniforme dans toutes les juridictions). Enfin, la PRA propose aux répondants de réagir à son souhait de maintenir l'exclusion de la titrisation synthétique des règles britanniques en matière des titrisations « simples, transparentes et standardisées » (STS).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.



Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-internationale](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-internationale)

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres  
Rédacteurs : Justine Duval, Alexandre Geny et Carole Lebreton  
Revu par Pierre Chabrol  
Pour s'abonner : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)